

Convention collective nationale

IDCC : 2132. – **RÉGIES DE QUARTIER**
ET COMITÉ NATIONAL DE LIAISON DE RÉGIES DE QUARTIER
(12 avril 1999)

AVENANT N° 10 DU 18 FÉVRIER 2008
RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : *ASET0850610M*
IDCC : 2132

Entre :

Le syndicat national professionnel des employeurs régies de quartier,

D'une part, et

La fédération nationale des personnels des organismes sociaux CGT ;

La fédération nationale action sociale CGT-FO ;

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFTD ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Les partenaires sociaux, réunis en commission paritaire, décident d'améliorer la couverture du régime de prévoyance obligatoire mis en place par l'avenant n° 3 du 25 janvier 2000 à l'accord collectif national professionnel régies de quartier du 12 avril 1999, modifié par les avenants n° 4 du 20 avril 2001, n° 7 et n° 8 du 29 mars 2007, en y intégrant les dispositions suivantes :

« La diminution de la condition d'ancienneté pour bénéficier des garanties incapacité, invalidité et incapacité permanente professionnelle, appréciée désormais dans la branche d'activité et non plus dans la régie. »

Article 2

Modification de la condition d'ancienneté pour bénéficier des garanties incapacité, invalidité et incapacité permanente professionnelle

Pour bénéficier des garanties incapacité, invalidité et incapacité permanente professionnelle en cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident, d'origine professionnelle ou non, la condition d'ancienneté est ramenée à 3 mois au lieu de 6 mois et s'apprécie désormais dans la branche et non plus dans la régie.

Article 3

Taux de cotisation

Le taux global de cotisation reste inchangé.

Article 4

Effet et durée de l'avenant

Le présent avenant prend effet le 1^{er} juillet 2007, étant entendu que les arrêts dont l'origine est antérieure à cette date restent couverts selon les dispositions prévues dans les avenants précédents.

Il fait partie intégrante de l'accord collectif national professionnel du 12 avril 1999 et il a la même durée que celui-ci. Il pourra être modifié ou dénoncé selon les conditions des articles L. 132-7 et L. 132-8 et suivants du code du travail.

Dans l'hypothèse où le « contrat de garanties collectives » serait résilié à l'initiative de l'une ou des parties, les partenaires sociaux se réuniront pour trouver une solution de remplacement. A défaut, le présent avenant cesserait de s'appliquer à la date d'effet de la résiliation.

Article 6

Dépôt

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Paris, le 18 février 2008.

(Suivent les signatures.)